

Retrait du projet Sarkozy

vendredi 5 mai 2006, par [SIEGLMANN Emmanuel](#) (Date de rédaction antérieure : 4 mai 2006).

Le projet de loi réformant le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda) est sur le devant de la scène. Nicolas Sarkozy ne fait pas mystère de sa volonté de recourir à la démagogie anti-immigrés pour permettre à la droite de reconquérir un semblant de légitimité : « *On a le sentiment de devoir en permanence s'excuser d'être français* » ; « *qu'ils ne se gênent pas pour quitter un pays qu'ils n'aiment pas* »... Ces grossiers emprunts au discours lepéniste sont inquiétants : ils sont considérés par une droite aux abois comme sa seule chance de se maintenir au pouvoir. Les dispositions du projet de loi sont du même tonneau. « *L'immigration choisie est un rempart contre le racisme* », prétend Sarkozy. C'est un refrain connu : les responsables du racisme seraient les immigrés eux-mêmes, parce qu'on doit les « *subir* ».

Le collectif Uni-e-s contre une immigration jetable a engagé la riposte. Après le succès du rassemblement concert du 2 avril, la journée nationale d'actions du 29 avril a constitué une mobilisation réussie : 10 à 15 000 personnes ont défilé à Paris au cri de « *CPE on t'a eu, Ceseda on t'aura* ». La prise de conscience est réelle que la bataille contre le contrat première embauche et la généralisation de la précarité se poursuit contre un projet instituant une immigration jetable. Certes, pas au même niveau de mobilisation qu'en mars. Mais le mouvement de fond qui a secoué la société ne s'arrête pas aux frontières de l'immigration.

Parmi les signes encourageants de l'évolution de l'opinion, l'hostilité des Églises chrétiennes. Sarkozy tente un recul en trompe-l'œil, en écrivant aux Églises qu'il souhaite que son texte soit « *utilement amendé* ». Mais personne n'est dupe. Les concessions annoncées sont minimes et l'éditorialiste de *La Croix* souligne que « *l'opposition des Églises chrétiennes ne porte pas sur des points de détail qui pourraient être aplanis par quelques amendements* ». Dans notre langage, cela rappelle ce que nous avons scandé cette année : « *Ni amendable, ni négociable, retrait !* » Un sondage Ifop constate que, si 47 % des sondés se disent proches des idées de Sarkozy sur l'immigration, ils seraient 52 % à avoir un avis contraire. Comme contre le CPE, le développement de la mobilisation peut creuser l'écart. Si les sociaux-libéraux Lang, Fabius, Aubry s'expriment contre le projet Sarkozy, malgré la discrétion notable de Ségolène Royal, c'est que quelque chose a bougé dans l'opinion. Après avoir ignoré pendant de longues semaines le collectif Uni-e-s contre une immigration jetable, le PS a officiellement décidé de rejoindre les 460 associations, syndicats et partis qui le composent.

Est-ce la crainte d'avoir à reculer ? Le gouvernement envisage de faire passer le projet de loi Sarkozy en procédure d'urgence. Ainsi, après le débat à l'Assemblée, le Sénat aurait à se prononcer une fois, peut-être début juin, et... rideau ! Les jeunes et les salariés ont appris cette année que ce qu'un Parlement illégitime adoptait en urgence pouvait être retiré sous la pression de la rue. La manifestation nationale du 13 mai à Paris revêt donc un enjeu majeur. La pétition [1] du collectif sera remise à Chirac à cette occasion. Cette journée devra surtout être un point d'orgue de la mobilisation. Car, même si la loi est adoptée par une Assemblée aussi illégitime que le gouvernement, la bataille du retrait continuera. Jusqu'à l'abrogation ! On nous a déjà fait le coup avec les lois Pasqua-Debré sous le gouvernement de l'ex-gauche plurielle. Dès maintenant, la mobilisation doit être assez massive pour qu'elle soit, le plus tôt possible, victorieuse.

Mai et juin seront aussi l'occasion d'une convergence avec la lutte conduite par le Réseau éducation

sans frontières (RESF) contre les expulsions massives programmées par Sarkozy pour les vacances scolaires. On se souvient que le ministre de l'Intérieur, devant les mobilisations locales, avait dû concéder un répit : la circulaire du 31 octobre 2005 demandait aux préfets de ne pas expulser les élèves sans papiers ou leur famille avant la fin de l'année scolaire. Loin de s'exécuter, beaucoup de préfets ont continué à mettre des jeunes scolarisés ou leurs parents en rétention : l'obsession du chiffre a continué à prévaloir. Le 30 juin, fin de l'année scolaire, la chasse aux enfants et aux familles sans papiers est ouverte. L'appel du RESF, « Nous les prenons sous notre protection », est un bel exemple de désobéissance civile. Lancé [2] par une conférence de presse, le 27 avril, il a déjà recueilli 12 000 signatures en ligne et plusieurs milliers sur papier.

Autre convergence, la mobilisation aux États-Unis pour la régularisation des douze millions de sans-papiers et contre la loi sur l'immigration. Bush exige que les immigrés apprennent l'anglais au lieu de chanter l'hymne américain en espagnol, de même que Sarkozy, à propos de son contrat d'intégration, s'exclame : « *C'est un minimum que d'exiger qu'on apprenne le français !* » Les libéraux sont aussi racistes de part et d'autre de l'Atlantique...

Notes

1. Signable en ligne : <http://www.contreimmigrationjetable.org>
2. Signable en ligne : <http://www.educationsansfrontieres.org>

P.-S.

* Paru en « Premier Plan » dans Rouge n° 2157 du 4 mai 2006.